

# LES NOCES ÉTRANGÈRES DE KARL MARX ET DU GRAND CAPITAL

Pendant la guerre froide, il y avait deux camps, deux options : le capitalisme et le communisme. La situation n'est plus si simple, ni manichéenne : le marché est devenu mondial, et chacun de nous est désormais traversé par la contradiction entre capitalisme et anticapitalisme. Dans cette situation quasi schizophrène, il faut malgré tout faire des choix. PAR ALEXANDRE LACROIX

Assurément, l'heure n'est plus à chanter naïvement les louanges du capitalisme... En 2008, la valeur du capital de la totalité des entreprises occidentales cotées en Bourse a été pratiquement divisée par deux. Des sommes d'argent faramineuses transitent ou partent en fumée. On annonce des chiffres incompréhensibles : les dépréciations d'actifs liées à l'effondrement des subprimes atteindraient 945 milliards de dollars selon le FMI ; le Trésor des États-Unis promet 700 milliards de dollars pour voler au secours du système bancaire avec le plan Paulson, les pays européens suivent avec un plan de 1700 milliards

“ LE CAPITALISME EST LA PREMIÈRE FORME ÉCONOMIQUE DOUÉE D'UNE FORCE DE PROPAGANDE ; IL TEND À SE RÉPANDRE ET À DÉTRUIRE TOUTES LES AUTRES FORMES ÉCONOMIQUES. ” ROSA LUXEMBURG

d'euros... « Les banques, commente dans le *Guardian* le Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, s'opposent à toute régulation, s'insurgent contre les mesures antitrust – mais quand elles ont des problèmes, elles demandent une intervention de l'État. » On a ainsi vu Wall Street rouler Main Street, les puissantes banques d'affaires demandant l'argent des contribuables pour couvrir leurs pertes. Mais ce n'est pas encore le pire. À présent, chacun retient son souffle, car nous savons que l'année 2009

sera celle de la contagion à l'économie réelle : plans sociaux en cascade, augmentation du chômage, entrée en récession de l'Union européenne et des États-Unis, chute des prix de l'immobilier, incertitudes quant aux cours des matières premières...

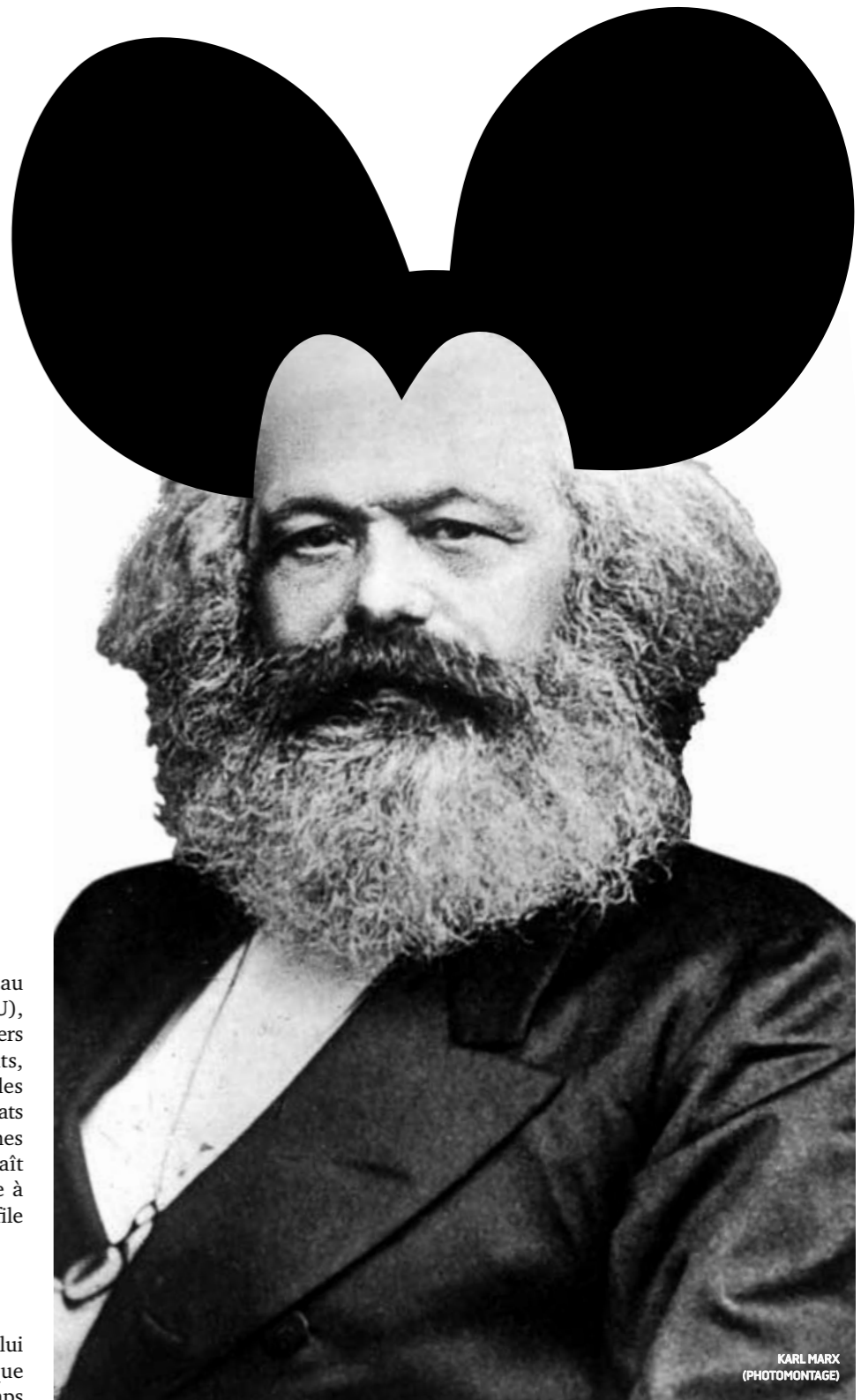
La crise actuelle est d'autant plus alarmante que le capitalisme semble avoir perdu sa légitimité théorique et idéologique. Bien sûr, il y a déjà eu de nombreuses crises dans l'histoire, notamment celle de 1929... Mais à l'époque, un franc-tireur de la pensée économique, John Maynard Keynes, a proposé un grand récit permettant de réorganiser le système et de le sauver de ses propres contradictions. Afin d'éviter la collectivisation et le basculement de l'Occident dans le communisme, dont il redoutait les tentations totalitaires, il a repensé le circuit de la production des richesses. Remettant en son centre le consommateur, donc le citoyen, il a montré que l'économie était tirée par la demande bien plus que par l'offre (c'est-à-dire par les entreprises), et a posé les fondements intellectuels de l'État-providence.

Il manque aujourd'hui au capitalisme un tel récit, un projet cohérent permettant sa refondation. Tel qu'il est, ce système nous apparaît plus destructeur et désenchanté que jamais : à supposer que la crise actuelle soit surmontée, elle laissera peser une dette énorme sur les générations futures. L'État-providence ne peut plus fonctionner, car il a été sapé par

la mondialisation. Un rapport récent du Bureau international du travail (BIT, rattaché à l'ONU), montre que la mondialisation des marchés financiers a miné le pouvoir de négociation des syndicats, entraîné une hausse démesurée des revenus des dirigeants des multinationales, et créé entre les États une compétition fiscale réduisant les mécanismes de redistribution. Le capitalisme nous apparaît aujourd'hui comme une machine folle, lancée à toute vitesse contre un mur : à l'horizon, se profile la menace d'une catastrophe écologique.

À triompher partout, le système a-t-il atteint sa limite ?

Faudrait-il pour autant rallier le camp adverse, celui de l'anticapitalisme ? Hélas, là encore, il manque un grand discours qui lui donne un sens. Du temps de la crise de 1929, la social-démocratie, malgré ses défauts, était plus attrayante pour les esprits modérés que la violence fasciste ou le communisme soviétique. Après la chute du Mur de Berlin, signant l'échec du communisme historique, aucune alternative à l'économie de marché ne paraît plus crédible. Renationaliser l'économie, faire de l'État l'unique employeur, renoncer à la propriété privée, à la liberté d'entreprendre ? Seule une minorité peut encore adhérer à de telles mesures. Les expériences passées indiquent que la prétention de l'État à éten-



KARL MARX (PHOTOMONTAGE)

dre sa domination sur l'économie et le social comporte un risque totalitaire. On s'enthousiasmera, éventuellement, pour les initiatives d'auto-organisation : créer des réseaux ou des associations qui ne sont pas à proprement parler en dehors du marché, mais qui n'ont pas les vices les plus criants des multinationales, favoriser le commerce équitable ou les coopératives par exemple, ce sont là des initiatives sympathiques. Mais comment imaginer qu'une économie libertaire et autogestionnaire puisse pourvoir aux besoins des presque sept milliards d'habitants de la planète ?



CRISE FINANCIÈRE À WALL STREET, NEW YORK, SEPTEMBRE 2008.

“ IL EST CLAIR QUE LA CASSURE NE VIENDRA PAS DU DEHORS. ELLE DOIT SE FAIRE DE L'INTÉRIEUR. ” TONI NEGRI

■ ■ ■ Depuis 1989, le capitalisme nous apparaît comme un système sans dehors, clos sur lui-même. La situation est suffisamment neuve pour mériter qu'on s'y arrête. Dans *L'Accumulation du capital* (1913), la socialiste allemande Rosa Luxemburg montre en effet que le capitalisme s'est toujours développé par l'absorp-

tion de son extérieur, de ses marges. Qu'il s'agisse de la colonisation de l'Afrique et de l'Inde pour les pays européens, de la conquête de l'Ouest et de l'extermination des Indiens pour les habitants du Nouveau Monde, ou même de l'absorption des modes de production féodaux, notamment des fermes agricoles, selon elle « *le capitalisme a besoin pour son existence et son développement de formes de production non capitalistes autour de lui* ». D'où cette interrogation : le capitalisme peut-il survivre sans marge ni milieu exté-

## QU'EST-CE QUE LE CAPITALISME ?

Dans sa définition la plus simple, le capitalisme est un mode d'organisation économique qui repose sur la séparation du capital et du travail. Autrement dit, il introduit une séparation entre le propriétaire des moyens de production (le capitaliste) et le travailleur libre (qui reçoit un salaire). Cette organisation apparaît à la fin du Moyen Âge en Europe. Le capitalisme s'oppose à l'économie primitive, qui repose sur la chasse, la pêche, le troc, mais aussi à l'économie féodale, dans laquelle c'est le seigneur qui possède les moyens de production, transmis héréditairement... et la force de travail, qui est servie. Ce modèle devient hégémonique à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et surtout au XIX<sup>e</sup>. Luc Boltanski, dans *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, distingue trois grands

âges auxquels correspondent trois esprits différents du capitalisme. Avec la première révolution industrielle se met en place un « capitalisme de l'autonomie », où domine la figure du bourgeois, entrepreneur, calculateur avisé, à la fois émancipateur (vis-à-vis des anciennes hiérarchies qui pesaient sur les sociétés traditionnelles) et conservateur (il érige le travail en morale). Deuxième phase : le capitalisme de la grande entreprise, dominant de 1930 à 1960, qui repose sur l'organisation rationnelle de la production, le fordisme, le gigantisme, la planification. La grande entreprise assure la continuité des carrières et augmente régulièrement les salaires, tout en s'adossant à l'État-providence. Enfin, avec les années 1990, nous sommes

entrés dans l'ère du « capitalisme dématérialisé de réseau » : nettoyée de l'organisation fonctionnelle et des hiérarchies, l'entreprise doit être réactive, flexible. L'usage de la sous-traitance et de l'externalisation se multiplie. Pour se développer, il faut augmenter son réseau. Une telle logique « connexionniste », « réticulaire », ne fournit plus du salariat mais de l'employabilité ; le « faiseur » ou le « meilleur » (capable de mobiliser un grand nombre de connexions dans différents réseaux) a remplacé le cadre supérieur attaché à un secteur. La crise que nous traversons serait donc la première grande crise de ce capitalisme de réseau, mondialisé, où les pertes financières et les risques se propagent des États-Unis à l'Europe, à la Chine, à la Russie. M.L. ET A.L.

© CHRIS MALUSZINSKI/PHOTENTAGE/WU; JOHN KOLESDIS/REUTERS

## QU'EST-CE QUE LE LIBÉRALISME ET LE NÉOLIBÉRALISME ?

Par opposition au capitalisme, qui est un mode d'organisation de la production, le libéralisme est d'abord un courant de pensée, fondé sur l'essor des libertés individuelles. Le libéralisme économique est une doctrine qui apparaît, au moment de la première révolution industrielle, sous la plume d'un certain nombre de philosophes et économistes anglais, français ou allemands, comme Adam Smith, Stuart Mill, Jean-Baptiste Say ou David Ricardo. C'est un courant hétérogène, mais qui repose sur quelques principes partagés. D'abord, les considérations morales sont tenues à l'écart de la sphère économique

et politique, elles renvoient aux conduites privées. Ensuite, et par conséquent, il est vertueux pour l'ensemble de la société que les individus agissent selon leurs propres intérêts égoïstes. La fameuse « main invisible » d'Adam Smith prévoit qu'une sorte de providence veille à ce que, chacun cherchant à s'enrichir, la richesse de la nation et la paix sociale progressent. Doctrine apparue plus récemment, le néolibéralisme, qui devient la « pensée unique » à partir des années 1980, radicalise cette leçon des pères fondateurs de l'économie : il prône la dérégulation totale des marchés, l'instauration d'un régime de

concurrence pure et parfaite, l'abaissement des droits de douane et une participation minimale de l'État à l'économie. La théorie néolibérale est aujourd'hui en crise, puisque c'est la dérégulation des marchés financiers qui est à l'origine des désordres actuels. Néanmoins, si la pensée libérale ou néolibérale traverse actuellement une phase de remise en question, nous avons bien affaire à une crise du capitalisme – c'est-à-dire de l'organisation économique dans son ensemble – et non à une simple crise du néolibéralisme – auquel cas, il suffirait de réglementer de nouveau les marchés pour s'en sortir. A.L.

rieur à conquérir ? Rosa Luxemburg a prévu le problème : « *Le capitalisme est la première forme économique douée d'une force de propagande ; il tend à se répandre sur le globe et à détruire toutes les autres formes économiques, n'en supportant aucune autre à côté de lui. Et pourtant, il est en même temps la première forme économique incapable de subsister seule, à l'aide de son seul milieu et de son soi nourricier. Ayant tendance à devenir une forme mondiale [...], il offre l'exemple d'une contradiction historique vivante.* »

### Trois attitudes pour articuler l'irréconciliable

Il semblerait que nous soyons désormais entrés dans cette phase historique où le capitalisme, tout à fait refermé sur lui-même, est sur le point de s'autodétruire. C'est une période inédite, de risque maximal, qui a été très bien diagnostiquée par le philosophe italien Toni Negri. Plutôt que de parler de capitalisme, ce dernier préfère employer le concept d'« empire » pour nommer cette nouvelle réalité du pouvoir planétaire. Pour lui, si « *le pouvoir peut toujours être cassé quelque part* », « *désormais, il est clair que la cassure ne viendra pas du dehors. Elle doit se faire de l'intérieur* ». (1) Jean Baudrillard faisait en 2002 un constat convergent, mais nettement plus noir, dans un article intitulé « La violence de la mondialisation » : « *L'humain règne seul désormais, mais il n'a plus de raison finale. N'ayant plus d'ennemi, il le génère de l'intérieur, et sécrète toutes sortes de métastases inhumaines. De là cette violence du mondial – violence qui traque toute forme de négativité, de singularité, y compris cette forme ultime de singularité qu'est la mort elle-même.* » (2) Résumons : si, après 1989, il apparaît illusoire et inconséquent de se dire « anticapitaliste », puisqu'il



SCÈNE D'ÉMEUTE À ATHÈNES, DÉCEMBRE 2008.

“ POUR MUHAMMAD YUNUS, LE GRAND CHANTIER DE L'AVENIR EST DE CONSTRUIRE DEUX SYSTÈMES VOUÉS À COEXISTER : L'UN CAPITALISTE, L'AUTRE ALTRUISTE. ”

n'y a plus d'alternative, il n'est pas plus facile, avec cette crise, de justifier le système capitaliste. Nous sommes donc entrés dans une ère de schizophrénie, où nous sommes tout à la fois du côté de l'anticapitalisme et du capitalisme, où il faut assumer ce déchirement, cette tension interne. Mais si nous ne sommes plus à l'époque de la guerre froide où il fallait choisir son camp dans un monde bipolaire, il existe, pour chacun d'entre nous, trois manières d'articuler capitalisme et anticapitalisme. ■ ■ ■

■ ■ ■ **Première position, réaliste**: utiliser l'anticapitalisme pour améliorer le capitalisme. Il existe un grand nombre de penseurs et d'initiatives qui partent d'une critique violente du capitalisme sous sa forme actuelle, néolibérale, mondialisée et dérégulée, mais pour inventer une économie de marché plus respectueuse des équilibres humains et naturels. Le commerce équitable ou l'agriculture biologique s'inscrivent dans cette perspective. C'est le cas également de ceux qui appellent à une renationalisation partielle de l'économie, au protectionnisme ou à la régulation des marchés.

**Deuxième position, idéaliste**: accepter de vivre dans un système capitaliste, mais en se donnant pour projet de progresser vers un horizon, une utopie régulatrice anticapitaliste. Les réseaux, comme le SEL en France (Système d'échange local), par exemple, qui réactivent le troc, les écologistes radicaux à la recherche d'une quasi-autarcie sont engagés dans des démarches visant à rendre possible une vie en dehors du marché.

Enfin, la **dernière position, dualiste**, prônée notamment par le Prix Nobel Muhammad Yunus, fondateur de la première banque de microcrédit, consiste à ne pas choisir. Il affirme que le grand chantier de l'avenir est de construire deux systèmes voués à coexister: l'un capitaliste, reposant sur la recherche du profit, l'autre altruiste, régit par la seule gratuité. Parce que le capitalisme ne permet pas l'épanouissement d'un certain nombre de qualités humaines, la propension au don, au lien social, à la créativité, il faudrait inventer une deuxième sphère d'activité, qui serait quant à elle non marchande. L'initiative de Wikipedia, l'essor des fondations privées et notamment de la fondation Bill Gates, ou encore la possibilité pour un individu de consacrer une partie de sa vie active à des travaux humanitaires ou au bénévolat, tradiraient cette possibilité d'inventer un système bicéphale: les défauts du capitalisme étant compensés par l'anticapitalisme, et vice-versa.

Aujourd'hui, il n'est donc pas possible de se dire entièrement capitaliste ou anticapitaliste. Chacun penche simultanément pour l'un et l'autre bord, et la plupart des philosophes cités dans ce dossier n'échappent pas à la règle: ce ne sont ni des révolutionnaires ni des conservateurs, ils pensent dans un entre-deux difficile. Leur point commun: ils proposent une critique du capitalisme vivifiante, tour à tour morale, anthropologique, sociologique ou écologique. Au moment où la crise économique permet une rare ouverture des possibles, une cartographie de ces différentes critiques du capitalisme devrait permettre à chacun d'évaluer ce qui lui apparaît comme le moins mauvais des compromis ■

(1) Cf. l'entretien avec Antonio Negri publié dans *Philosophie magazine* n° 2, consultable sur [www.philomag.com](http://www.philomag.com).  
(2) *Le Monde diplomatique*, novembre 2002. Cet article est également consultable sur [www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr).

À la veille du congrès de fondation du Nouveau parti anticapitaliste, son leader expose son projet politique. À ceux qui pourraient s'interroger sur ses intentions, et son éventuelle conversion au réformisme, cette interview offre une réponse très claire...

PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXANDRE LACROIX

**Vous vous définissez comme anticapitaliste.**

**Qu'entendez-vous par là ?**

Pour nous, l'anticapitalisme est la volonté d'en finir avec la société actuelle et d'en bâtir une nouvelle. Aujourd'hui, il y a une dictature du capital sur l'économie et la société; tout se transforme en marchandise. Or, nous ne pensons pas que le capitalisme puisse être moralisé ni réformé. À nos yeux, la mondialisation libérale n'est pas un moment particulier du capitalisme, lequel pourrait changer de visage. Après les années de croissance exceptionnelle de l'après-guerre, le marché s'est trouvé saturé, et le taux de profit a eu tendance à diminuer. Pour maintenir le taux de profit à niveau constant, les entreprises ont bloqué l'évolution des salaires et amputé

les acquis sociaux. D'autre part, on a vu se développer les marchés financiers, qui offrent la possibilité de faire de l'argent avec de l'argent. La financiarisation de l'économie est inscrite dans le patrimoine génétique du capitalisme, car la spéculation tend à y supplanter l'investissement dans l'économie réelle... Ni les mots ni les lois ne pourront empêcher ces dérives-là, et l'on ne peut espérer que les capitalistes se tirent volontairement une balle dans le pied.

**Quelle est cette société nouvelle que vous souhaitez bâtir ?**

Durant la guerre froide, deux modèles de société se sont opposés. Il y avait le modèle capitaliste à l'Ouest, le modèle bureaucratique dans les pays de l'Est. Dans les deux cas, une minorité d'individus décidait pour la majorité, d'un côté les riches, de l'autre les apparatchiks. La troisième voie, celle qui n'a jamais été tentée, serait un modèle où la majorité déciderait pour elle-même. Il lui reviendrait de contrôler, posséder, répartir la totalité des richesses. Cela implique une organisation du pouvoir décentralisée, où tout ce qui peut être décidé localement l'est – dans les quartiers ou les entreprises. Il faudrait aussi faire en sorte que l'action des pouvoirs publics et des politiques se fasse toujours sous contrôle de la base. À cette fin, la révocabilité des élus est nécessaire (si un élu remplit mal son mandat, il peut être révoqué à l'issue de nouvelles élections convoquées suite à une pétition par exemple), ainsi que le suffrage universel et la démocratie directe, qui s'exprimerait à travers des assemblées de conseils. Il faut aussi être attentif à la rémunération des élus, qui ne doit pas excéder le salaire moyen de la population... Le but est d'éviter la tentation aristocratique ou totalitaire. Aujourd'hui, la machine étatique est du côté des riches, comme on le voit lorsqu'elle



Entretien avec Olivier Besancenot

## « La révolution n? C'est possible! »

renfloue les caisses des banques avec des centaines de milliards pris aux contribuables. Nous militons pour instaurer une société vraiment démocratique. Pour en venir à des mesures concrètes et immédiates, nous proposons pour sortir de la crise de réunir toutes les banques publiques et privées en un seul et même service bancaire public, qui aurait le monopole du crédit; nous proposons que ce service soit sous le contrôle des salariés et des usagers. Pour nous, la nationalisation passe par l'expropriation des intérêts privés. On ne veut pas faire de l'État un patron, mais développer un modèle d'autogestion socialiste dans les entreprises.

**À l'ère de la mondialisation, de telles mesures impliqueraient-elles de fermer les frontières, de rechercher l'autarcie ?**

Non, nous sommes internationalistes et pensons que les solutions préconisées peuvent être efficaces, à terme, à l'échelle d'un continent, puis du monde. Par une fédération progressive de toutes les assemblées de conseils, réunies dans des congrès annuels pour trancher les grands choix de la planification autogérée, le socialisme peut fonctionner à l'échelle régionale, nationale, européenne, internationale. Mais de telles évolutions ne sont envisageables que si le peuple, ou une partie significative de celui-ci, fait irruption sur la scène politique, là où on ne l'attend jamais. Cela suppose une situation d'effervescence et d'ébullition sociale qui ne peut se produire dans un seul pays. La révolution prétendument française s'est produite simultanément un peu partout en Europe. En 1968, les mobilisations étudiantes ont eu lieu partout dans le monde. Actuellement, il suffit de regarder la Grèce ou l'Italie pour comprendre qu'un mouvement internationaliste peut se mettre en place.

**Aujourd'hui, quels moyens d'action préconisez-vous: le vote, la participation aux mouvements sociaux ou la violence ?**

Pour nous, il n'y a qu'un levier d'action: l'action de masse radicale. La France a une tradition contestataire, elle a traversé de nombreuses grèves générales et révolutions. Or c'est à ces mouvements que nous devons les acquis sociaux dont nous bénéficions aujourd'hui, pas à l'État ni à la générosité des patrons. Une révolution implique que la majorité du peuple fasse irruption là où se trame son destin, et prenne en main son sort dans une organisation démocratique. Le problème est de susciter cette action majoritaire. Le vote est un moment de citoyenneté très éphémère, après lequel on s'en remet à des délégués. Dans la déferlante médiatique actuelle, on met sur un pied d'égalité les actions radicales, le terrorisme, les mouvements de désobéissance... Or il y a des moments différents dans l'Histoire, où tel ou tel moyen paraît plus approprié. La violence est déjà présente dans la société actuelle du fait du gouvernement, qui s'acharne sur les sans-papiers, les habitants des banlieues, les ouvriers... Les anticapitalistes, de leur côté, ne militent pas pour une société violente, mais pour qu'il n'y ait plus de violence. La gauche traditionnelle nous dit: « Vous êtes de doux rêveurs, parce que la société à laquelle vous aspirez n'existe pas. » Mais nous revendiquons cette part de rêve, d'utopie, qui nous paraît mille fois préférable au bilan de cette gauche. Pour autant, on ne cherche pas à définir dans notre coin une nouvelle Jérusalem. Marxistes, nous pensons que la société du futur naîtra des contradictions de cette société-ci. La révolution? C'est possible! Quantitativement, il n'y a jamais eu sur Terre, dans l'histoire du capitalisme, autant d'exploités... Notre problème est simplement de revaloriser la force du nombre ■